

Art. 13. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par la Commission européenne conformément à l'article 66, paragraphe 1^{er}, du règlement (UE) 2017/2226 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2017 portant création d'un système d'entrée/de sortie (EES) pour enregistrer les données relatives aux entrées, aux sorties et aux refus d'entrée concernant les ressortissants de pays tiers qui franchissent les frontières extérieures des États membres et portant détermination des conditions d'accès à l'EES à des fins répressives, et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et les règlements (CE) n° 767/2008 et (UE) n° 1077/2011.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du
Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

La Secrétaire d'État pour l'Asile et la Migration,

N. DE MOOR

Scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents. – 55-3056/9
Compte rendu intégral : 2 mars 2023.

Art. 13. Deze wet treedt in werking op de door de Europese Commissie vastgestelde datum overeenkomstig artikel 66, lid 1, van Verordening (EU) 2017/2226 van het Europees Parlement en de Raad van 30 november 2017 tot instelling van een inreis-uitreissysteem (EES) voor de registratie van inreis- en uitreisgegevens en van gegevens over weigering van toegang ten aanzien van onderdanen van derde landen die de buitengrenzen overschrijden en tot vaststelling van de voorwaarden voor toegang tot het EES voor rechtshandavingsdoeleinden en tot wijziging van de overeenkomst ter uitvoering van het te Schengen gesloten akkoord en Verordeningen (EG) nr. 767/2008 en (EU) nr. 1077/2011.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

N. DE MOOR

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken. – 55-3056/9
Integraal Verslag : 2 maart 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/41558]

7 AVRIL 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 1994 portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'État et l'arrêté royal du 5 décembre 2006 relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'État

Conseil d'État, section de législation

avis 73.095/2 du 13 mars 2023 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 1994 portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'État et l'arrêté royal du 5 décembre 2006 relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'État'

Le 13 février 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 1994 portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'État et l'arrêté royal du 5 décembre 2006 relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'État'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 13 mars 2023. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'État, Christian Behrendt et Jacques Englebert, assesseurs, et Béatrice Drapier, greffier.

Le rapport a été présenté par Aurore Percy, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick Ronvaux.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 mars 2023.

*

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/41558]

7 APRIL 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 1994 houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat en het koninklijk besluit van 5 december 2006 betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat

Raad van State, afdeling Wetgeving

advies 73.095/2 van 13 maart 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 1994 houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat en het koninklijk besluit van 5 december 2006 betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat'

Op 13 februari 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 1994 houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat en het koninklijk besluit van 5 december 2006 betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 13 maart 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, staatsraden, Christian Behrendt en Jacques Englebert, assessoren, en Béatrice Drapier, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Aurore Percy, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick Ronvaux.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 maart 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Examen du projet

Préambule

1. Dès lors qu'il vise un arrêté qui n'est pas modifié par le projet, l'alinéa 3 sera omis.

2. Les alinéas 8 et 9 seront complétés par le numéro et la date des protocoles de négociation qui y sont visés.

3. L'auteur du projet étant dispensé de l'accomplissement de l'analyse d'impact, l'alinéa 11 visant cette dispense doit faire l'objet d'un considérant plutôt que d'un visa.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Comme l'indique son intitulé, le projet à l'examen est exclusivement un texte modificatif.

Lors de la rédaction de règles indissociables des dispositions modificatives, à l'instar des règles contenant la définition de termes utilisés dans les dispositions modificatives, il y a lieu de présenter ces règles sous forme de dispositions modificatives et non de dispositions autonomes (1).

L'article 1^{er} sera dès lors omis et la notion de « titulaire d'une fonction de mandataire » sera définie dans les arrêtés royaux modifiés par les articles 2 et 3 du projet.

Les articles subséquents seront renumérotés en conséquence.

2. L'auteur du projet doit, en outre, être en mesure de justifier la raison pour laquelle les mandataires des services extérieurs de la Sûreté de l'État, énumérés à l'article 102 de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 'portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État', ne sont pas inclus dans la définition du « titulaire d'une fonction de mandataire ».

Article 2

1. Pour harmoniser les deux versions linguistiques de l'article 6/1, alinéa 1^{er}, en projet, il y a lieu, dans la version française, de remplacer les mots « excédant au moins six mois » par les mots « d'au moins six mois ».

2. Interrogée sur la portée de la notion de « fonction de management ou d'encadrement », figurant à l'article 6/1, alinéa 4, en projet de l'arrêté royal du 14 janvier 1994 'portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'État', la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Dans l'intention des auteurs du projet, l'on vise ici les fonctions de management ou d'encadrement exercées en tant qu'agent de l'État et réglées par des dispositions comme l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux. Er wordt daarbij in de eerste plaats gedacht aan de mandaatfuncties of leden van het directiecomité van de FOD Justitie ».

L'article 6/1, alinéa 4, en projet sera revu afin d'identifier plus précisément les fonctions visées.

La même observation vaut pour l'article 4septies, § 1^{er}, alinéa 4, en projet de l'arrêté royal du 5 décembre 2006 'relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'État'.

3. Comme l'a confirmé la déléguée du Ministre, l'habilitation de sécurité dont il est question à l'article 6/1, alinéa 4, en projet de l'arrêté royal du 14 janvier 1994 est celle prévue par la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité'.

L'alinéa 4 en projet sera en conséquence complété par les mots « au sens de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. Aangezien in het derde lid verwezen wordt naar een besluit dat niet bij het ontwerp gewijzigd wordt, moet dat derde lid weggelaten worden.

2. Het achtste en het negende lid moeten aangevuld worden met het nummer en de datum van de daarin vermelde protocollen van onderhandeling.

3. Aangezien de steller van het ontwerp vrijgesteld is van het uitvoeren van een impactanalyse, moet het elfde lid, waarin van die vrijstelling melding gemaakt wordt, een overweging vormen in plaats van een aanhefverwijzing.

Dispositief

Artikel 1

1. Zoals in het opschrift ervan aangegeven wordt, is voorliggend ontwerp louter een wijzigingstekst.

Wanneer regels opgesteld worden die onlosmakelijk verbonden zijn met wijzigingsbepalingen, dienen die regels, naar het voorbeeld van de regels waarin een definitie gegeven wordt van begrippen die in wijzigingsbepalingen gebruikt worden, voorgesteld te worden als wijzigingsbepalingen en niet als op zichzelf staande bepalingen.(1)

Artikel 1 moet dan ook weggelaten worden en van het begrip "mandaathouder" moet een definitie gegeven worden in de koninklijke besluiten die bij de artikelen 2 en 3 van het ontwerp gewijzigd worden.

De daaropvolgende artikelen moeten dienovereenkomstig vernummerd worden.

2. Voorts moet de steller van het ontwerp kunnen verantwoorden waarom de mandaathouders van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat vermeld in artikel 102 van het koninklijk besluit van 13 december 2006 'houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat', niet onder de definitie van "mandaathouder" vallen.

Artikel 2

1. Om beide taalversies van het ontwerp artikel 6/1, eerste lid, op elkaar af te stemmen, dienen in de Franse tekst de woorden "excédant au moins six mois" vervangen te worden door de woorden "d'au moins six mois".

2. Op de vraag wat de draagwijdte is van het begrip "management-of staffunctie" in het ontwerp artikel 6/1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 14 januari 1994 'houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat', heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

"Dans l'intention des auteurs du projet, l'on vise ici les fonctions de management ou d'encadrement exercées en tant qu'agent de l'État et réglées par des dispositions comme l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux. Er wordt daarbij in de eerste plaats gedacht aan de mandaatfuncties of leden van het directiecomité van de FOD Justitie."

Het ontwerp artikel 6/1, vierde lid, moet aldus herzien worden dat nauwkeuriger aangegeven wordt welke functies bedoeld worden.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontwerp artikel 4septies, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 5 december 2006 'betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat'.

3. Zoals de gemachtigde van de minister bevestigd heeft, is de veiligheidsmachtiging waarvan in het ontwerp artikel 6/1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 14 januari 1994 sprake is, die waarin de wet van 11 december 1998 'betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen' voorziet.

Het ontwerp vierde lid moet bijgevolg aangevuld worden met de woorden "in de zin van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen".

La même observation vaut pour l'article 4septies, § 1^{er}, alinéa 4, en projet de l'arrêté royal du 5 décembre 2006 (article 3 du projet).

4. Comme l'a confirmé la déléguée du Ministre, dans le texte français de l'article 6/3, alinéa 3, en projet de l'arrêté royal du 14 janvier 1994, le mot « malade » sera remplacé par le mot « absent ».

La même observation vaut pour l'article 4septies, § 3, alinéa 3, en projet de l'arrêté royal du 5 décembre 2006 (article 3 du projet).

5. À l'article 6/3, alinéa 4, *in fine*, en projet, il y a lieu d'omettre la mention du ministre de l'Intérieur. Il résulte en effet de l'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 30 novembre 1998 'organique des services de renseignement et de sécurité' que les arrêtés royaux « relatif[s] à la nomination et à l'affectation des fonctionnaires généraux de la Sûreté de l'État » sont pris sous la responsabilité du ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur n'intervenant que par la voie d'un avis conforme. Il n'y a par ailleurs pas de nécessité de confirmer dans le projet cette exigence de l'avis conforme dès lors qu'elle résulte du prescrit de l'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 30 novembre 1998 précité.

La même observation vaut pour l'article 4septies, § 3, alinéa 4, en projet de l'arrêté royal du 5 décembre 2006 (article 3 du projet).

Article 3

1. De l'accord de la déléguée du Ministre, à l'article 4septies, § 1^{er}, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 5 décembre 2006, les mots « à l'alinéa 1^{er} et 2 » seront remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, il n'est pas admissible, au titre des principes relatifs à la responsabilité politique des ministres et donc à l'autorité hiérarchique qu'ils exercent sur leur administration, que le ministre de la Justice ne puisse remplacer le directeur, en cas d'absence de celui-ci, que « sur proposition de l'administrateur-général ». En effet, pareil mécanisme empêche le ministre d'agir d'office en l'absence de proposition, voire de s'écarter de pareille proposition.

Il est loisible à l'auteur du projet de remplacer cette formalité de la proposition par celle d'un avis de l'administrateur général, lequel peut toujours être formulé d'initiative, tout en précisant que le ministre peut agir sans avoir nécessairement reçu l'avis en question.

La même observation vaut pour l'article 4septies, § 3, alinéa 4, en projet de l'arrêté royal du 5 décembre 2006 (article 3 du projet).

Article 4

En vertu de l'article 4, l'arrêté royal entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur fixé par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a donné les explications suivantes :

« La situation qui justifie cette dérogation est exposée dans le préambule de l'arrêté. Étant donné que la Sûreté de l'État est un service essentiel pour la protection des intérêts de la Belgique et de la Sécurité nationale, le Gouvernement souhaite que l'arrêté entre en vigueur immédiatement.

La Sûreté de l'État comprend actuellement deux mandataires absents ou démissionnaires pour raison de santé et il n'est pas souhaitable de connaître un retard dans la procédure. La disposition concerne en outre principalement l'organisation interne de la Sûreté de l'État et la continuité du service public ».

Telle qu'elle est ainsi justifiée, la dérogation aux règles usuelles d'entrée en vigueur peut être admise.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 4septies, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 5 december 2006 (artikel 3 van het ontwerp).

4. Zoals de gemachtigde van de minister bevestigd heeft, moet in de Franse tekst van het ontworpen artikel 6/3, derde lid, van het koninklijk besluit van 14 januari 1994 het woord "malade" vervangen worden door het woord "absent".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 4septies, § 3, derde lid, van het koninklijk besluit van 5 december 2006 (artikel 3 van het ontwerp).

5. In het ontworpen artikel 6/3, vierde lid, *in fine*, dient de vermelding van de minister van Binnenlandse Zaken weggelaten te worden. Uit artikel 6, § 3, eerste lid, 2^o, van de wet van 30 november 1998 'houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten' volgt immers dat de koninklijke besluiten "betreffende de benoeming en de aanwijzing van de ambtenaren-generaal van de Veiligheid van de Staat" onder de verantwoordelijkheid van de minister van Justitie uitgevaardigd worden en dat de minister van Binnenlandse Zaken daarbij slechts betrokken is voor zover zijn eensluidend advies vereist is. Daarenboven is het niet nodig dat vereiste van een eensluidend advies in het ontwerp te bevestigen, aangezien dat volgt uit het bepaalde in het voornoemde artikel 6, § 3, eerste lid, 2^o, van de voornoemde wet van 30 november 1998.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 4septies, § 3, vierde lid, van het koninklijk besluit van 5 december 2006 (artikel 3 van het ontwerp).

Artikel 3

1. De gemachtigde van de minister is het er mee eens dat in het ontworpen artikel 4septies, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 5 december 2006 de woorden "in het eerste en tweede lid" vervangen moeten worden door de woorden "in het eerste lid".

2. In paragraaf 1, derde lid, kan, volgens de beginselen betreffende de politieke verantwoordelijkheid van de ministers en dus betreffende het hiërarchisch gezag dat ze over hun administratie uitoefenen, niet aanvaard worden dat de minister van Justitie, in geval van afwezigheid van de directeur, laatstgenoemde enkel "op voordracht van de administrateur-generaal" kan vervangen. Een dergelijke regeling leidt er immers toe dat de minister bij ontstentenis van een voordracht niet ambtshalve kan optreden of zelfs niet van een dergelijke voordracht kan afwijken.

Het staat de steller van het ontwerp vrij dat vormvoorschrift van de voordracht te vervangen door dat van een advies van de administrateur-generaal, een advies dat steeds uit eigen beweging gegeven kan worden, en eraan toe te voegen dat de minister kan optreden zonder dat hij noodzakelijkerwijs het advies in kwestie ontvangen heeft.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 4septies, § 3, vierde lid, van het koninklijk besluit van 5 december 2006 (artikel 3 van het ontwerp).

Artikel 4

Volgens artikel 4 zal het koninklijk besluit in werking treden op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding, vastgesteld bij artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen', dient in beginsel afgezien te worden van de onmiddellijke inwerkingtreding, teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

"La situation qui justifie cette dérogation est exposée dans le préambule de l'arrêté. Étant donné que la Sûreté de l'État est un service essentiel pour la protection des intérêts de la Belgique et de la Sécurité nationale, le Gouvernement souhaite que l'arrêté entre en vigueur immédiatement.

La Sûreté de l'État comprend actuellement deux mandataires absents ou démissionnaires pour raison de santé et il n'est pas souhaitable de connaître un retard dans la procédure. La disposition concerne en outre principalement l'organisation interne de la Sûreté de l'État et la continuité du service public."

Zoals die afwijking van de gangbare regels van inwerkingtreding op deze wijze verantwoord wordt, kan ze aanvaard worden.

Observations finales de légistique

1. Dans la phrase liminaire de l'article 3, il sera précisé dans quelle subdivision de l'arrêté royal du 5 décembre 2006 l'article 4septies en projet est inséré.

2. L'auteur du texte doit revoir l'orthographe et la syntaxe de la version française du texte, qui contient plusieurs erreurs.

Tel est le cas par exemple dans la phrase introductive de l'article 6/1, alinéa 1^{er}, et dans l'article 6/1, alinéa 3, en projet de l'arrêté royal du 14 janvier 1994, ainsi que dans la phrase liminaire de l'article 3 du projet.

Le greffier,
Béatrice Drapier

Le président,
Pierre Vandernoot

Note

(1) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 106.3.

7 AVRIL 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 1994 portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'État et l'arrêté royal du 5 décembre 2006 relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'État

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 1994 portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'État ;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 2006 relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'État ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 octobre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 novembre 2022 ;

Vu le protocole 521 de négociation du comité de secteur III - Justice, conclu le 18 janvier 2023 ;

Vu le protocole de négociation n° 33 du Comité de négociation des services extérieurs de la Sûreté de l'État, conclu le 18 janvier 2023 ;

Vu l'avis n° 73.095 :2 donné le 13 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la dispense d'analyse d'impact sur la base de l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Considérant que les fonctions de management au sein de la Sûreté de l'État sont des fonctions essentielles à la protection des intérêts de la Belgique et de la Sécurité nationale ;

Considérant que la vacance temporaire de ces fonctions peut compromettre le bon fonctionnement du service ;

Considérant qu'aucune disposition réglementaire actuelle ne règle cette situation ;

Considérant que cette situation peut porter gravement préjudice à la protection des intérêts de l'autorité ;

Considérant que pour un certain nombre de fonctions essentielles à la gestion de la fonction publique fédérale, des dispositions ont été prises en cas de vacance temporaire de ces fonctions pour cause de maladie via l'Arrêté royal du 3 juillet 2022 modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation ;

Wetgevingstechnische slotopmerkingen

1. In de inleidende zin van artikel 3 moet gepreciseerd worden in welk onderdeel van het koninklijk besluit van 5 december 2006 het ontworpen artikel 4septies ingevoegd wordt.

2. De spelling en de zinsbouw van de Franse versie van de tekst, die verscheidene fouten bevat, moeten door de steller van de tekst herzien worden.

Dat is bijvoorbeeld het geval in de inleidende zin van het ontworpen artikel 6/1, eerste lid, en in het ontworpen artikel 6/1, derde lid, van het koninklijk besluit van 14 januari 1994 alsook in de inleidende zin van artikel 3 van het ontwerp.

De griffier,
Béatrice Drapier

De voorzitter,
Pierre Vandernoot

Nota

(1) *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 106.3.

7 APRIL 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 1994 houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat en het koninklijk besluit van 5 december 2006 betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 1994 houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat ;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 2006 betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 10 oktober 2022 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken gegeven op 7 november 2022 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 23 november 2022 ;

Gelet op het protocol 521 van onderhandelingen van sectorcomité III Justitie, gesloten op 18 januari 2023 ;

Gelet op het protocol nr. 33 van het Onderhandelingscomité van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, gesloten op 18 januari 2023 ;

Gelet op het advies n° 73.095/2 van de Raad van State gegeven op 13 maart 2023 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende de vrijstelling van een impactanalyse op basis van artikel 8, § 1, 4^o, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Overwegende dat de managementfuncties binnen de Veiligheid van de Staat essentiële functies zijn voor de bescherming van de belangen van België en van de nationale veiligheid ;

Overwegende dat het tijdelijk vacant blijven van deze functies de goede werking van de dienst in gedrang kan brengen ;

Overwegende dat geen enkele huidige regelgevende bepaling een oplossing biedt voor deze situatie ;

Overwegende dat deze situatie ernstige schade kan toebrengen aan de bescherming van de belangen van de overheidssdienst ;

Overwegende dat voor enkele essentiële functies in het beheer van het federaal openbaar ambt een regeling werd uitgewerkt voor het geval deze functies tijdelijk vacant blijven door ziekte via het koninklijk besluit van 3 juli 2022 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures comparables pour les fonctions de mandataires de l'administrateur général, de l'administrateur général adjoint, du directeur d'encadrement et du directeur de l'analyse au sein de la Sûreté de l'Etat, tout en tenant compte du fait que le statut spécifique de ces mandataires a été réglée par d'autres dispositions qui ne sont pas forcément identiques à celles précitées ;

Considérant que le mandat du directeur des opérations au sein de la Sûreté de l'Etat est hors sujet, puisque l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, qui règle le mandat du directeur des opérations, prévoit déjà des garanties suffisantes pour permettre aux services de la Sûreté de l'Etat de continuer à fonctionner en l'absence du directeur des opérations ;

Considérant que les fonctions d'administrateur général et d'administrateur général adjoint ont des responsabilités et un pouvoir de décision plus importants que les autres fonctions de management au sein du comité de direction et cela se traduit dans leur salaire, une différence de rémunération du remplaçant a été prévue.

Sur la proposition du Ministre de la Justice, du Ministre de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 14 janvier 1994 portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'Etat, il est inséré les articles 6/1 à 6/3 rédigés comme suit :

« Art. 6/1 – Lorsque l'administrateur général ou l'administrateur général adjoint sont absents pendant au moins six mois ou prévoient une absence d'une durée d'au moins six mois, le Ministre de la Justice peut désigner un remplaçant temporaire parmi :

- 1° les titulaires de mandats au sein de la Sûreté de l'Etat ;
- 2° ou un agent de l'Etat de la classe A4 ou A5 affecté à la Sûreté de l'Etat.

Par titulaires de mandats au sein de la Sûreté de l'Etat, on entend les fonctions visées aux articles 2 et 4 du présent arrêté, les fonctions visées à l'article 4bis de l'arrêté royal du 5 décembre 2006 relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'Etat et la fonction visée à l'article 102, 1° de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Le remplaçant désigné doit satisfaire aux conditions reprises à l'article 3 lorsqu'il s'agit de remplacer l'administrateur général ou à l'article 5 lorsqu'il s'agit de remplacer l'administrateur général adjoint.

Lorsque plusieurs personnes remplissent les conditions fixées à l'alinéa 1^{er} et 2, les titres et mérites de ceux-ci sont comparés.

Dans l'hypothèse où aucune personne n'accepte le remplacement temporaire ou lorsqu'aucune personne ne répond aux conditions fixées à l'alinéa 1^{er} et 2, le Ministre de la Justice peut désigner un agent de l'Etat, désigné précédemment dans une fonction de management ou d'encadrement conformément à l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et titulaire d'une habilitation de sécurité "TRES SECRET" au sens de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

Art. 6/2. – L'agent qui est désigné en tant que remplaçant temporaire bénéficie pendant la période de remplacement d'un complément de traitement qui est égal à la différence entre l'échelle de traitement affectée à la classe où il est nommé et la classe salariale à laquelle la fonction de mandat dans laquelle il est temporairement désigné est liée.

Art. 6/3. – Le remplacement temporaire prend fin de plein droit :

- a) lorsque le mandataire absent reprend son service ;
- b) lorsqu'un nouveau mandataire est désigné en application du présent arrêté ;
- c) lorsque le mandat arrive à terme et que le mandataire absent n'a pas repris son service.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, a, et à l'article 6/1, le remplacement temporaire est maintenu pour une durée d'un mois afin de permettre le transfert des dossiers en cours. Le mandataire précédemment absent reprend son poste en toute autorité.

Overwegende dat het aangewezen is om vergelijkbare maatregelen te treffen voor de mandaatfuncties van administrateur-generaal, van adjunct-administrateur-generaal, van stafdirecteur en van de directeur van de analyse, binnen de Veiligheid van de Staat, ermee rekening houdende dat het bijzondere statuut van deze mandaathouders geregeld wordt door andere bepalingen die niet noodzakelijk gelijk zijn aan de voornoemde bepalingen;

Overwegende dat het mandaat van de directeur van de operaties binnen de Veiligheid van de Staat hier buiten beschouwing wordt gelaten, daar het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, dat het mandaat van directeur van de operaties regelt, reeds voldoende waarborgen voorziet om de diensten van de Veiligheid van de Staat in staat te stellen verder te functioneren in geval van afwezigheid van de directeur van de operaties;

Overwegende dat de functies van administrateur-generaal en adjunct-administrateur-generaal een grotere verantwoordelijkheid en beslissingsbevoegdheid hebben dan de andere managementfuncties binnen het directiecomité en dit vertaald wordt in hun salaris, is er tevens een verschil in vergoeding van de plaatsvervanger voorzien.

Op de voordracht van de Minister van Justitie en van de Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 14 januari 1994 houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat worden de artikelen 6/1 tot 6/3 ingevoegd, luidende:

“Art. 6/1. - Wanneer de administrateur-generaal of de adjunct-administrateur-generaal gedurende ten minste zes maanden afwezig zijn, of wanneer zij voorzien afwezig te zijn voor een periode van ten minste zes maanden, kan de Minister van Justitie een tijdelijke vervanger aanduiden onder:

- 1° de mandaathouders bij de Veiligheid van de Staat;
- 2° of de bij de Veiligheid van de Staat geaffecteerde Rijksambtenaren van de klasse A4 of A5.

Onder mandaathouders bij de Veiligheid van de Staat wordt begrepen de functies bedoeld in de artikelen 2 en 4 van dit besluit, de functies bedoeld in artikel 4bis van het koninklijk besluit van 5 december 2006 betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat en de functie bedoeld in artikel 102, 1° van het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

De aangestelde vervanger dient aan de voorwaarden te voldoen, vervat in artikel 3 bij een vervanging van de administrateur-generaal of in artikel 5 bij een vervanging van de adjunct-administrateur-generaal.

Wanneer meerdere personen aan de voorwaarden vastgesteld in het eerste en tweede lid voldoen, worden hun bekwaamheidsbewijzen en verdiensten vergeleken.

Wanneer geen enkele persoon de tijdelijke vervanging aanvaardt of wanneer zij niet aan de voorwaarden vastgesteld in het eerste en tweede lid voldoen, kan de Minister van Justitie een Rijksambtenaar aanstellen, die voorheen werd aangesteld in een management- of staffunctie overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en die houder is van een veiligheidsmachtiging "ZEER GEHEIM" in de zin van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

Art. 6/2. - De ambtenaar die als tijdelijke vervanger wordt aangesteld, ontvangt gedurende de vervangingsperiode een weddecomplement dat overeenstemt met het verschil tussen de weddeschaal van de klasse waarin hij is benoemd en de salarisband waaraan de mandaatfunctie waarin hij tijdelijk wordt aangesteld, is gekoppeld.

Art. 6/3. - De tijdelijke aanstelling eindigt van rechtswege:

- a) wanneer de afwezige mandaathouder zijn werk hervat;
- b) wanneer een nieuwe mandaathouder wordt aangesteld;
- c) wanneer een mandaat ten einde loopt en de afwezige mandaathouder zijn werk niet heeft hervat.

In afwijking van het eerste lid, a, en artikel 6/1, wordt de tijdelijke vervanging verdergezet voor een periode van één maand om de overdracht van lopende dossiers mogelijk te maken. De voordien afwezige mandaathouder herneemt zijn functie in volheid van bevoegdheid.

En cas de nouvelle absence d'au moins un mois survient dans les six mois du retour du mandataire précédemment absent, le même remplaçant temporaire peut être immédiatement désigné par le Ministre de la Justice pour remplir la fonction.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, c, le remplacement temporaire peut être maintenu au maximum 6 mois après l'expiration du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire. Ce délai peut être prolongé pour des raisons légitimes par le Ministre de la Justice. »

Art. 2. Dans le titre IIbis de l'arrêté royal du 5 décembre 2006 relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'Etat, il est inséré un article 4septies rédigé comme suit :

« Art. 4septies. – § 1^{er}. Lorsque le directeur de l'analyse ou le directeur d'encadrement sont absents pendant au moins six mois ou lorsqu'ils prévoient d'être absents pendant une période d'au moins six mois et que la continuité du service public l'exige, le Ministre de la Justice peut pourvoir à son remplacement temporaire en chargeant soit :

1° un autre titulaire d'une fonction de management ou d'encadrement au sein de la Sûreté de l'Etat ;

2° un agent de la Sûreté de l'Etat qui satisfait aux conditions visées à l'article 4quater ;

d'exercer le mandat.

Par autre titulaire d'une fonction de management ou d'encadrement au sein de la Sûreté de l'Etat, on entend les fonctions visées aux articles 2 et 4 de l'arrêté royal du 14 janvier 1994 portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'Etat, les fonctions visées à l'article 4bis du présent arrêté et la fonction visée à l'article 102, 1° de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Lorsque plusieurs personnes remplissent les conditions fixées à l'alinéa 1^{er}, les titres et mérites de ceux-ci sont comparés.

Dans le cas d'un remplacement temporaire d'une fonction de directeur, le remplacement peut être décidé par le Ministre de la Justice après avis de l'administrateur-général.

Dans l'hypothèse où aucune personne n'accepte le remplacement temporaire ou lorsqu'aucune personne ne répond aux conditions fixées à l'alinéa 1^{er}, le Ministre de la Justice peut désigner un agent de l'Etat, désigné précédemment dans une fonction de management ou d'encadrement conformément à l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et titulaire d'une habilitation de sécurité 'TRES SECRET' au sens de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

§ 2. Le remplaçant temporaire bénéficie pour la période de remplacement d'une prime de direction.

La prime de direction est d'un montant mensuel de 735 euros.

La prime de direction est liquidée mensuellement dans la même mesure et aux mêmes conditions que le traitement.

Le montant de la prime est lié à l'indice-pivot 138,01.

§ 3. Le remplacement temporaire visé au § 1 prend fin d'office conformément aux dispositions prévues à l'article 6/3 premier alinéa de l'arrêté royal du 14 janvier 1994 portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'Etat.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, a, du même arrêté royal, et à § 1, le remplacement temporaire est maintenu pour une durée d'un mois afin de permettre le transfert des dossiers en cours. Le mandataire précédemment absent reprend son poste en toute autorité.

En cas de nouvelle absence d'au moins un mois survient dans les six mois du retour du mandataire précédemment absent, le même remplaçant temporaire peut être immédiatement désigné par le Ministre de la Justice pour remplir la fonction.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, c, de l'article 6/3 du même arrêté, le remplacement temporaire peut être maintenu au maximum 6 mois après l'expiration du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire. Ce délai peut être prolongé pour des raisons légitimes par le Ministre de la Justice sur la proposition de l'administrateur général.»

In geval van een nieuwe afwezigheid van minstens één maand binnen de zes maanden van de teruggekeerde voorheen afwezige mandaathouder, kan dezelfde tijdelijke vervanger onmiddellijk worden aangesteld door de Minister van Justitie om de functie te vervullen.

In afwijking van het eerste lid, c, kan de tijdelijke vervanging worden verdergezet tot maximum 6 maanden na het aflopen van het mandaat, in afwachting van de aanstelling van een nieuwe mandaathouder. Deze periode kan omwille van legitieme redenen door de Minister van Justitie worden verlengd. "

Art. 2. In titel IIbis van het koninklijk besluit van 5 december 2006 betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat wordt een artikel 4septies ingevoegd, luidende:

"Art. 4septies. – § 1. Wanneer de directeur analyse of de stafdirecteur gedurende ten minste zes maanden afwezig zijn of wanneer zij voorzien afwezig te zijn voor een periode van ten minste zes maanden en wanneer de continuïteit van de openbare dienstverlening het vereist, kan de Minister van Justitie voorzien in zijn tijdelijke vervanging, door:

1° ofwel een andere houder van een management- of staffunctie bij de Veiligheid van de Staat;

2° ofwel een ambtenaar van de Veiligheid van de Staat die beantwoordt aan de voorwaarden bedoeld in artikel 4quater;

met de uitoefening van het mandaat te belasten.

Onder andere houder van een management- of staffunctie bij de Veiligheid van de Staat wordt begrepen de functies bedoeld in de artikelen 2 en 4 van het koninklijk besluit van 14 januari 1994 houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat, de functies bedoeld in artikel 4bis van dit besluit en de functie bedoeld in artikel 102, 1° van het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Wanneer meerdere personen aan de voorwaarden vastgesteld in het eerste lid voldoen, worden hun bekwaamheidsbewijzen en verdiensten vergeleken.

In het geval van een tijdelijke vervanging van een directeursfunctie kan de Minister van Justitie, na advies van de administrateur-generaal, over de vervanging beslissen.

Wanneer geen enkele persoon de tijdelijke vervanging aanvaardt of wanneer geen enkele persoon aan de voorwaarden vastgesteld in het eerste lid voldoet, kan de Minister van Justitie een Rijksambtenaar aanstellen, die voorheen werd aangesteld in een management- of staffunctie overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en die houder is van een veiligheidsmachtiging 'ZEER GEHEIM' in de zin van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

§ 2. De tijdelijke vervanger ontvangt gedurende de periode van vervanging een directiepremie.

De directiepremie bedraagt 735 euro per maand.

De directiepremie wordt maandelijks uitbetaald in dezelfde mate en tegen dezelfde voorwaarden als het loon.

Het bedrag van de premie wordt gekoppeld aan spilindex 138,01.

§ 3. De tijdelijke vervanging zoals bedoeld in § 1 eindigt van ambtswege overeenkomstig de bepalingen opgenomen in artikel 6/3 eerste lid van het koninklijk besluit van 14 januari 1994 houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat.

In afwijking van het eerste lid, a, van artikel 6/3 van hetzelfde koninklijk besluit en § 1, wordt de tijdelijke vervanging verdergezet voor een periode van één maand om de overdracht van lopende dossiers mogelijk te maken. De voordien afwezige mandaathouder herneemt zijn functie in volheid van bevoegdheid.

In geval van een nieuwe afwezigheid van minstens één maand binnen de zes maanden van de teruggekeerde voorheen afwezige mandaathouder, kan dezelfde tijdelijke vervanger onmiddellijk worden aangesteld door de Minister van Justitie om de functie te vervullen.

In afwijking van het eerste lid, c, van artikel 6/3 van hetzelfde besluit, kan de tijdelijke vervanging worden verdergezet tot maximum 6 maanden na het aflopen van het mandaat, in afwachting van de aanstelling van een nieuwe mandaathouder. Deze periode kan omwille van legitieme redenen door de Minister van Justitie worden verlengd op voorstel van de administrateur-generaal."

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de la Justice et le Ministre de l'Intérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 7 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C - 2023/41479]

13 JULI 2021. — Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale portant coordination de la politique de transfert transfrontalier des déchets

Vu la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination, signée à Bâle le 22 mars 1989 et approuvée par la loi du 6 août 1993 ;

Vu l'amendement à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination tel qu'adopté à la troisième réunion de la Conférence des Parties, à Genève, le 22 septembre 1995, approuvé par la Loi du 6 mars 2002, le Décret du Parlement flamand du 6 décembre 2002, le Décret du Conseil régional wallon du 10 avril 2003 et l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 février 2002 ;

Vu le Règlement (UE) N° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le Code des douanes de l'Union ;

Vu le Règlement délégué (UE) 2015/2446 de la Commission du 28 juillet 2015 complétant le règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil au sujet des modalités de certaines dispositions du Code des douanes de l'Union ;

Vu le Règlement d'exécution (UE) 2015/2447 de la Commission du 24 novembre 2015 établissant les modalités d'application de certaines dispositions du règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le Code des douanes de l'Union ;

Vu le Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, ci-après dénommé le « règlement » ;

Vu la Décision C(2001) 107/final du Conseil de l'OCDE concernant la révision de la Décision C(92) 39/final du Conseil de l'OCDE sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets destinés à des opérations de valorisation afin d'harmoniser les listes de déchets avec la convention de Bâle et de réviser certaines autres exigences ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée en dernier lieu par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat, les articles 6, § 5 et 92 bis ;

Vu la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les décrets du Conseil régional wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 27 mai 2004 relatif au Livre I^{er} du Code de l'Environnement (Partie VIII) ;

Vu le décret du Parlement flamand du 23 décembre 2011 relatif à la gestion durable de cycles de matériaux et de déchets ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 2023/41479]

13 JUILLET 2021. — Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende de coördinatie van het beleid inzake grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen

Gelet op het Verdrag inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan, ondertekend te Bazel op 22 maart 1989 en goedgekeurd bij Wet van 6 augustus 1993;

Gelet op de wijziging van het Verdrag van Bazel inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan, aangenomen op de derde vergadering van de Conferentie der Partijen, gehouden te Genève op 22 september 1995, instemming bij wet van 6 maart 2002, bij decreet van het Vlaams Gewest van 6 december 2002, decreet van het Waalse Gewest van 10 april 2003 en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 februari 2002;

Gelet op Verordening (EU) Nr. 952/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 9 oktober 2013 tot vaststelling van het douanewetboek van de Unie;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) 2015/2446 van de Commissie van 28 juli 2015 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 952/2013 van het Europees Parlement en de Raad met nadere regels ter verduidelijking van een aantal bepalingen van het douanewetboek van de Unie;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2015/2447 van de Commissie van 24 november 2015 houdende nadere uitvoeringsvoorschriften voor enkele bepalingen van Verordening (EU) nr. 952/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van het douanewetboek van de Unie;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen, hierna de "verordening" genoemd;

Gelet op het Besluit C(2001) 107 def. van de OESO-Raad inzake de herziening van Besluit C(1992) 39 def. van de OESO-raad betreffende het toezicht op de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen bestemd voor handelingen ter nuttige toepassing teneinde de afvalstoffenlijsten in overeenstemming te brengen met het Verdrag van Bazel en bepaalde andere voorschriften te herzien;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals laatst gewijzigd door de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming, artikelen 6, § 5 en 92 bis;

Gelet op de algemene wet inzake Douane en Accijnzen van 18 juli 1977;

Gelet op de wet op het politieambt van 5 augustus 1992;

Gelet op de wet van 7 december 1998 ter organisatie van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek (deel VIII);

Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement van 23 december 2011 betreffende het duurzaam beheer van materiaalkringlopen en afvalstoffen;